

Sebastian SANTANDER, *Le régionalisme sud-américain, l'Union européenne et les États-Unis*, 2008, coll. Études européennes, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 281 p.

Jérôme Montes

Volume 40, Number 1, mars 2009

Carl Schmitt et les relations internationales

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/037577ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/037577ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Montes, J. (2009). Review of [Sebastian SANTANDER, *Le régionalisme sud-américain, l'Union européenne et les États-Unis*, 2008, coll. Études européennes, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 281 p.] *Études internationales*, 40(1), 128–130. <https://doi.org/10.7202/037577ar>

souligné pourquoi les tentatives de sécession peuvent exister même lorsqu'il n'y a pas de violence ou de répression politique de l'État central. Dans certains cas, un groupe ethnique ou linguistique majoritaire peut aspirer à créer son propre État en laissant de côté des régions moins riches : Flandre, Italie du Nord.

La deuxième partie traite des approches théoriques et commence par une discussion sur les théories des sciences sociales, y compris celles qui focalisent sur les causes d'ordre économique. Dans cette partie, plus convaincante que la première qui reste factuelle, sont également abordés les théories normatives de la sécession ainsi que les différents statuts qui y sont rattachés en termes juridiques et en pratique.

La plupart des études apparaissant dans la bibliographie anglophone sur le sécessionnisme tournent autour de l'idée de nation et de minorités ethniques ou culturelles. Le mot « sécession » a, dans les pays anglo-saxons, une connotation péjorative dont on ne retrouve pas l'intensité dans d'autres pays. Ainsi, les approches communément admises sur le phénomène se divisent généralement en trois types. Le premier type, sociopolitique, vient de ceux qui tentent d'expliquer comment et pourquoi les sécessions se sont produites. Leurs adeptes s'intéressent davantage aux causes sociales et politiques, et ils analysent quelles ont été les sources de la division. Le second type, ce sont les théories qui tentent, en établissant des normes ou principes politiques, de justifier certaines sécessions et d'en condamner d'autres présentées comme injustifiables. Ces théories sont appelées théories normatives. La troisième approche, de type légal, s'appuie sur une variété de documents juridiques (jugements de tribunaux,

lois constitutionnelles, résolutions des Nations Unies) qui concernent les tentatives de sécession d'une région ou de territoires de la juridiction d'un État souverain.

Ce livre a de nombreux mérites et conviendra à tous ceux qui veulent comprendre les conflits actuels dans le monde. De manière générale, les auteurs de ce livre ont contribué à démontrer que le sécessionnisme est un instrument de pouvoir important pour l'analyse et la compréhension des relations internationales, et que la sociologie de la confiance et du conflit ne sont pas des appendices négligeables de la recherche en science politique. Globalement, on peut néanmoins reprocher aux auteurs d'avoir trop mis l'accent sur les différences culturelles ou sociales et pas assez sur les contraintes économiques et géopolitiques qui peuvent peser sur une tentative de sécession. Ces contraintes, à mon avis déterminantes, expliquent sans doute pourquoi un certain nombre de sécessions ont échoué dans le passé en dépit d'une certaine homogénéité culturelle ou ethnique propice à une émancipation.

Marc PARANT

Ambassade du Canada, Paris

Le régionalisme sud-américain, l'Union européenne et les États-Unis

*Sebastian SANTANDER, 2008, coll.
Études européennes, Bruxelles, Éditions
de l'Université de Bruxelles, 281 p.*

Le présent ouvrage vise à enrichir les travaux scientifiques du champ des relations internationales en restituant dans une perspective globale le régionalisme latino-américain. Il s'agit ici de repenser les formes de la gouvernance globale par une contribution aux études

comparées sur le néorégionalisme. Pour comprendre l'évolution du régionalisme latino-américain à l'heure de la globalisation, l'auteur prend le parti d'une approche clairement interdisciplinaire (relations internationales, science politique, économie, histoire), faisant la part belle à l'approche comparée et en pointant le rôle des déterminants extérieurs (l'influence de l'Europe et des États-Unis). En prenant le parti de dépasser les seuls facteurs internes de l'intégration régionale (en particulier l'impact des cycles électoraux nationaux), l'auteur inscrit sa recherche dans le prolongement des approches systémiques et de la nouvelle économie politique internationale et met en exergue l'interrelation entre les niveaux national, régional et global. Il cherche, ainsi, à transcender les approches rationalistes, stato-centrées et de *problem solving*. Une autre originalité du propos tient à l'auteur lui-même, chercheur qui connaît de l'intérieur la vie de plusieurs pays latino-américains et qui s'est spécialisé dans les études de l'Union européenne et de ses relations internationales.

Le livre met en évidence le lien étroit qui existe entre régionalisme et mondialisation néolibérale, analysé sur différents plans : les idées, les politiques d'adaptation, la rupture avec les traditions étatistes... La globalisation et les changements systémiques induits par la fin de l'ère bipolaire illustrent l'influence que les pressions exogènes (panaméricanisme des États-Unis et stratégie interrégionale de l'Union européenne) exercent sur le façonnement des nouvelles expériences régionales en Amérique latine. Pour l'auteur, l'approche politico-stratégique du néorégionalisme s'impose en raison de l'instabilité et de l'hétérogénéité du système international

de l'après-guerre froide, de la fragilité de la globalisation, de l'échec du « cycle de développement » de l'OMC et des tensions géopolitiques transatlantiques qui opposent l'Amérique latine à l'Europe et aux États-Unis. Les relations interrégionales s'insèrent dans l'économie mondiale et agissent sur le développement et la consolidation du régionalisme latino-américain. L'auteur distingue ainsi trois vagues de régionalisme (bolivarien, développementaliste et ouvert) intimement liées à l'évolution de l'État, au modèle de développement économique et au contexte extérieur (interaction avec les États-Unis et l'Europe).

Le néorégionalisme latino-américain, à travers l'expérience du MERCOSUR, devient une plateforme où s'esquissent des stratégies communes sur le plan intérieur (garant de la démocratie et de politiques économiques libérales) comme sur le plan extérieur avec le renforcement du positionnement international des États. Cependant, le MERCOSUR se heurte au panaméricanisme visant à asseoir l'hégémonie des États-Unis et incarné par le projet de zone de libre-échange des Amériques (ZLEA), fondé sur la devise *trade not aid* et présenté comme la panacée de la dette, les attentats du 11 septembre 2001 ne faisant que resserrer les liens entre les questions commerciales et sécuritaires. Dans le même temps, les États latino-américains utilisent les relations tissées avec l'Union européenne pour empêcher Washington de monopoliser l'agenda régional. Quant à l'acteur européen, il cherche à se projeter sur la scène internationale en soutenant, dès son avènement, le groupement sud-américain (commerce, diplomatie, aide au développement, droits de l'homme, soutien humanitaire, environnement, défense). De la sorte, Bruxelles véhicule

à l'extérieur un certain modèle d'intégration et de gouvernance régionale contribuant à sa projection et à son identité mondiale. Ainsi, tandis que la Maison Blanche s'évertue à désamorcer les initiatives régionales en Amérique latine, l'Union européenne soutient, par le truchement de la Commission pour l'essentiel, les forces centripètes en vue de contribuer à la cohésion régionale et au développement de pôles autonomes d'intégration modelés à son image. Les enjeux stratégiques des deux projets d'accords d'association interrégionale (Union européenne-MERCOSUR et la ZLEA) dépassent le cadre pour lequel ils ont été imaginés : ils doivent permettre à Bruxelles et à Washington de consolider leurs positions. Au final, l'auteur affirme le caractère durable et multidimensionnel (c'est-à-dire pas seulement sur le plan commercial) du régionalisme latino-américain. Il augure des progrès à venir dans la coopération interrégionale entre l'Union européenne et l'Amérique latine.

Destiné en priorité aux étudiants et aux chercheurs, ce livre offre une analyse pertinente des processus d'intégration régionale à travers l'exemple du MERCOSUR, en mettant en relief l'importance des facteurs exogènes au-delà de la seule dynamique interne. Il convient aussi de saluer la richesse des sources bibliographiques, en cinq langues, qui permet de mettre l'ouvrage en perspective avec une littérature internationale sur le sujet pour le moins foisonnante.

Jérôme MONTES

*Office des nouvelles internationales
Biarritz, France*

Géographie et politique

*Thierry DE MONTBRIAL et Sabine
JANSEN (dir.), 2008, Bruxelles,
Bruylant, 111 p.*

Cet ouvrage, constitué des actes d'un colloque tenu en décembre 2006, propose une réflexion sur le lien entre géographie et politique. Au cœur de la question de la définition de la nature de la géopolitique, un tel débat, toujours recommencé, promettait un intérêt réel. De nombreux ouvrages, qu'il s'agisse d'émules des écoles matérialiste, géoréaliste ou géographique, abordent cette question de la relation entre espace et politique, entre géographie et sciences politiques, chacun apportant un regard partiel.

L'ouvrage rassemble ici six chapitres thématiques, une introduction méthodologique et une conclusion ; dans les six chapitres, les auteurs s'efforcent d'illustrer la dialectique entre géographie et politique dans la configuration politique du monde et son analyse.

Un premier problème tient à la définition des termes : va-t-on parler de politique comme discipline scientifique, ce qui serait logique si l'on prend géographie dans son acception de discipline scientifique – et il vaudrait mieux dans ce cas parler de *science politique* ? Ou doit-on plutôt comprendre le terme « politique » comme le déploiement des stratégies de pouvoir ? Si tel est le cas, pour que le binôme associe des éléments comparables, alors la géographie ne serait pas la discipline, mais un synonyme maladroit d'espace, comme dans la fameuse maxime de Napoléon, « les États font la politique de leur géographie », d'une bêtise réductionniste désormais bien analysée. Si tel est bien le cas, cela lance mal le débat, car il est parfois